



RENFORCER LES MOYENS DE METTRE EN ŒUVRE LE PARTENARIAT MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET LE REVITALISER



L'APD NETTE
A TOTALISÉ
149 MILLIARDS DE
DOLLARS EN 2018,

EN BAISSÉ DE

2,7 %
DEPUIS 2017

EN 2018,
**L'APD
BILATÉRALE
AUX PMA**

A BAISSÉ DE

3 %
EN TERMES RÉELS
DEPUIS 2017

**L'AIDE À
L'AFRIQUE**

A BAISSÉ DE

4 %



LES ENVOIS DE FONDS

SERONT LA SOURCE LA PLUS
IMPORTANTE DE FINANCEMENT
EXTÉRIEUR DES PAYS À FAIBLE
REVENU ET À REVENU INTERMÉDIAIRE
EN 2019 (ILS DEVRAIENT ATTEINDRE
550 MILLIARDS DE DOLLARS)

LES ENGAGEMENTS ACTUELS PRIS
EN FAVEUR DES STATISTIQUES,
SOIT 0,33 % DE L'APD TOTALE,
DOIVENT DOUBLER D'ICI À 2030,
AFIN DE RÉALISER LES OBJECTIFS
DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS
STATISTIQUES

EN AFRIQUE
SUBSAHARIENNE,
MOINS D'UN QUART DES
PLANS STATISTIQUES
NATIONAUX EST
INTÉGRALEMENT
FINANCÉ



PLUS DE 80 %
DES PERSONNES UTILISENT
INTERNET DANS LES PAYS
DÉVELOPPÉS



CONTRE 45 %
DANS LES PAYS
EN DÉVELOPPEMENT



ET SEULEMENT 20 %
DANS LES PMA



Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser



L'aide consacrée à la mise en œuvre des objectifs de développement durable est en augmentation, mais il reste des problèmes importants à surmonter. Une part croissante de la population mondiale a accès à Internet, et une Banque de technologies pour les pays les moins avancés a été mise en place, mais la fracture numérique subsiste. Les envois de fonds individuels sont à leur niveau le plus élevé, mais l'aide publique au développement (APD) diminue, et les flux des investissements privés sont souvent décalés par rapport au développement durable. En outre, la croissance mondiale s'est ralentie à cause de tensions commerciales

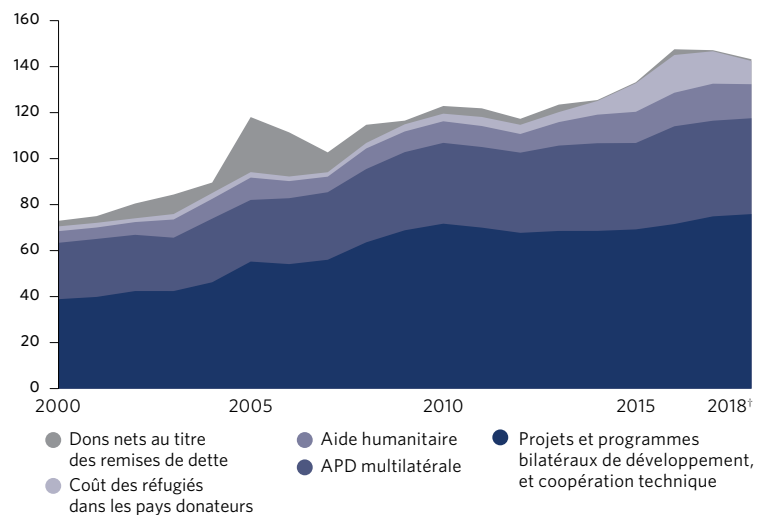
et quelques gouvernements ont délaissé l'action multilatérale. Avec des enjeux aussi importants, une coopération internationale solide est plus que jamais nécessaire pour s'assurer que les pays ont les moyens d'atteindre les objectifs de développement durable.

En dépit des promesses de renforcer le financement du développement, les niveaux de l'aide sont en baisse

L'APD nette a totalisé 149 milliards de dollars en 2018, soit une baisse de 2,7 % en termes réels par rapport à 2017. Cette baisse a été largement due à une réduction de l'aide par les pays donateurs pour héberger les réfugiés. L'aide consacrée aux projets et programmes bilatéraux et à la coopération technique, qui représente plus de la moitié de l'APD nette totale, a augmenté de 1,3 % en termes réels de 2017 à 2018. Les contributions aux organisations multilatérales, qui constituent près du tiers de l'APD nette totale, sont restées stables. L'aide humanitaire a baissé de 8 % en termes réels.

L'APD est la plus importante source de financement extérieur pour les pays les moins avancés (PMA). Cependant, en 2018, moins d'aide a été consacrée aux PMA et aux pays d'Afrique, là où cette aide est la plus nécessaire. Des chiffres préliminaires montrent que l'APD bilatérale aux PMA a diminué de 3 % en termes réels par rapport à 2017, et l'aide à destination de l'Afrique a diminué de 4 %. Les pays donateurs ne respectent pas leur engagement d'intensifier le financement du développement et réduisent leurs efforts en vue d'atteindre les objectifs mondiaux.

Composition des flux nets d'aide publique au développement, 2010-2018 (milliards de dollars constants de 2017)



† Données préliminaires.

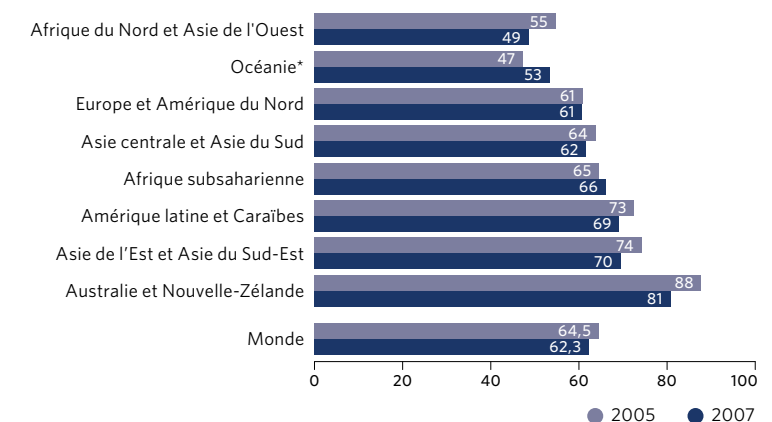
La mobilisation efficace des ressources nationales, dont la fiscalité, est essentielle pour atteindre les objectifs de développement durable

La mobilisation et l'exploitation efficaces des ressources nationales, renforcées par le principe d'appropriation nationale, sont primordiales pour atteindre les objectifs de développement durable. L'évaluation de la charge fiscale, c'est-à-dire des revenus sous forme de taxes, représente un exercice important de politique budgétaire ayant des conséquences économiques et sociales. Le taux moyen de fiscalité pour les économies du Groupe des Vingt et d'autres économies avancées était de 23 % du produit intérieur brut en 2017, contre 18 % pour les économies des pays en développement et des marchés émergents.

En 2017, la part moyenne de dépenses gouvernementales financées par des taxes était de 64 % dans les économies du Groupe des Vingt et d'autres économies avancées, et de 61 % pour les marchés émergents. Sur le plan mondial, la légère réduction de la part des impôts dans les dépenses publiques, qui est passée d'une moyenne de 64,5 % en 2005 à 62,3 % en 2017, peut être attribuée aux effets combinés d'une mobilisation des revenus fiscaux et d'une gestion financière publique améliorées.

Un système performant de mobilisation des revenus fiscaux est indispensable pour un développement solide, durable et inclusif. Cependant, les pays doivent définir eux-mêmes les composantes d'un tel système et son cadre budgétaire général.

Part des dépenses publiques financées par les impôts nationaux, 2005 et 2017 (pourcentage)



* À l'exclusion de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

Les envois de fonds à l'étranger par les travailleurs migrants sont la source la plus importante de financement extérieur des pays en développement

Le total mondial des envois de fonds a atteint 689 milliards de dollars en 2018, contre 633 milliards de dollars en 2017. Durant cette période, les envois de fonds vers les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire ont augmenté de 9,6 %, atteignant un chiffre record de 529 milliards de dollars en 2018. Cela représente plus de trois fois le montant de l'APD que ces pays ont reçue en 2018, et est significativement plus élevé que les investissements directs étrangers, en excluant la Chine. Les envois de fonds vers les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire devraient atteindre 550 milliards de dollars en 2019; ils sont la plus importante source de financement extérieur pour ces pays.

Cependant, les avantages des envois de fonds par les travailleurs migrants internationaux sont réduits par le coût élevé des transferts d'argent. Au premier trimestre 2019, le coût moyen pour transférer 200 dollars était encore élevé, se situant à environ 7 %, soit le double de la cible des objectifs de développement durable qui est de 3 % d'ici à 2030. Le coût des transferts d'argent était le plus élevé pour de nombreux corridors africains et des petites îles du Pacifique, à environ 10 %.

Les tensions commerciales entre les plus grandes économies ont des conséquences qui affectent les producteurs et les consommateurs à travers le monde

La diminution des droits de douane au niveau mondial permet un plus grand accès aux marchandises et contribue à un système commercial plus ouvert. Cependant, les tensions commerciales croissantes entre les grandes économies ont eu un effet défavorable sur les consommateurs et les producteurs à travers le monde et ont nui aux entreprises et aux marchés financiers. Elles ont aussi semé le doute sur l'avenir d'un système commercial multilatéral sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce.

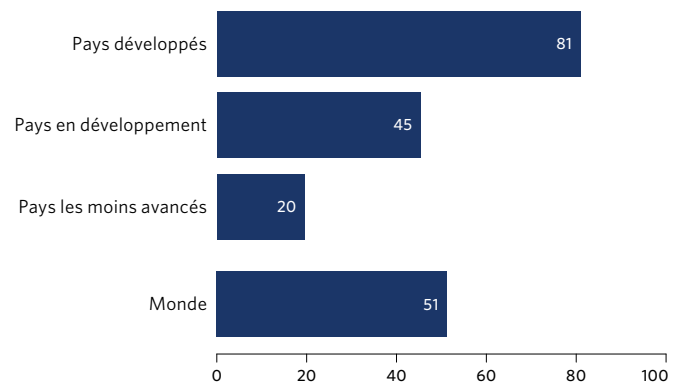
En 2017, les droits de douane pondérés en fonction des échanges ont diminué à une valeur moyenne de 2,2 % au niveau mondial. Cependant, de grandes différences ont été observées au niveau régional, indiquant des déséquilibres économiques mondiaux. En 2017, les taux de droits de douane les plus élevés ont été appliqués par l'Afrique subsaharienne et les PMA, atteignant, respectivement, une moyenne de 7,1 % et 7,8 % de la valeur des marchandises importées. Ces droits de douane étaient significativement plus élevés que ceux des pays à revenu élevé (1,2 %) et que ceux de l'ensemble des régions en développement (3,7 %). L'Asie du Sud-Est avait un taux de droits d'importation de 1,7 %, indiquant l'ouverture croissante de la région au commerce international.

Plus de la moitié de la population mondiale a accès à Internet; il faut maintenant faire des efforts pour que l'autre moitié y ait accès

Internet peut servir au développement et à la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Fin 2018, plus de la moitié de la population mondiale (3,9 milliards de personnes) utilisait Internet, ce qui représente une étape importante vers une société mondiale de l'information plus ouverte. Plus de 80 % des populations des pays développés avaient accès à Internet en 2018, contre 45 % dans les pays en développement et seulement 20 % dans les PMA.

L'accès aux réseaux à haut débit a un effet notable sur la production économique mondiale. Une augmentation de 1 % de la pénétration du haut débit fixe, soit le nombre d'abonnements pour 100 habitants, entraîne une augmentation moyenne de 0,08 % du PIB mondial. L'incidence est plus importante dans les pays développés que dans les pays en développement. Au niveau mondial, la croissance des abonnements au haut débit fixe a été soutenue, avec un taux de pénétration de 3,4 pour 100 habitants en 2005 à 14,1 en 2018.

Proportion de la population utilisant Internet, au niveau mondial et par groupes de pays, 2018 (pourcentage)

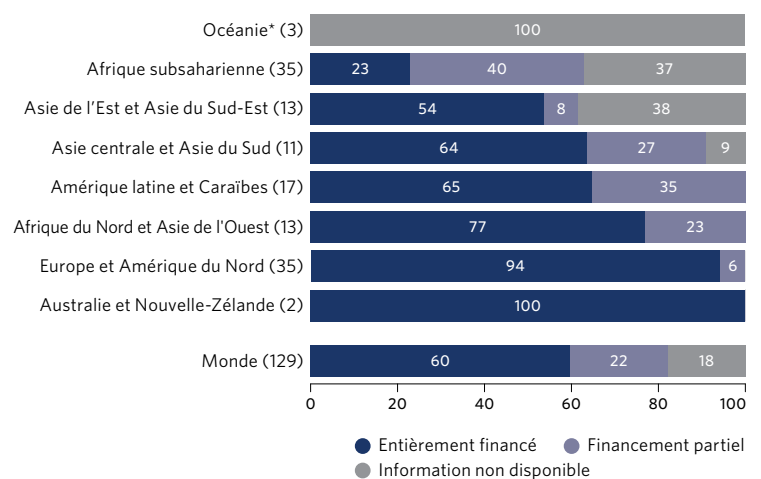


L'aide financière consacrée aux statistiques a augmenté, mais elle reste insuffisante pour satisfaire les demandes créées par les objectifs de développement durable

La demande pour des données de qualité, actualisées et disponibles aux fins de planification du développement est en hausse. Pour satisfaire cette demande, les pays doivent mettre en place un plan statistique national solide qui bénéficie d'un financement suffisant et d'un appui politique, afin d'améliorer la capacité statistique pour l'ensemble de leur système statistique national. En 2018, 129 pays à travers le monde avaient mis en œuvre un plan statistique national, contre 102 pays en 2017; cependant, de nombreux pays ne disposaient pas du financement nécessaire. En Afrique subsaharienne, 23 % seulement des plans étaient entièrement financés contre 94 % en Europe et Amérique du Nord.

En 2016, des pays ont reçu une aide se montant à 623 millions de dollars de la part de donateurs multilatéraux et bilatéraux pour tous les domaines des statistiques, en hausse par rapport à 591 millions de dollars en 2015. Cette aide a augmenté de près de 400 millions de dollars de 2006 à 2016, mais était encore insuffisante pour satisfaire les demandes en données et en statistiques résultant des objectifs de développement durable. Pour atteindre les objectifs de renforcement des capacités statistiques d'ici à 2030, les engagements actuels consacrés aux statistiques, soit 0,33 % de l'APD totale, doivent doubler.

Proportion de pays ayant un plan statistique national, par statut de financement, 2018 (pourcentage)



* À l'exclusion de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

Note : Les nombres entre parenthèses sont le nombre de pays qui ont un plan statistique national en cours d'exécution.